

Bolsonaro autorise la transition à Lula

Image not found or type unknown

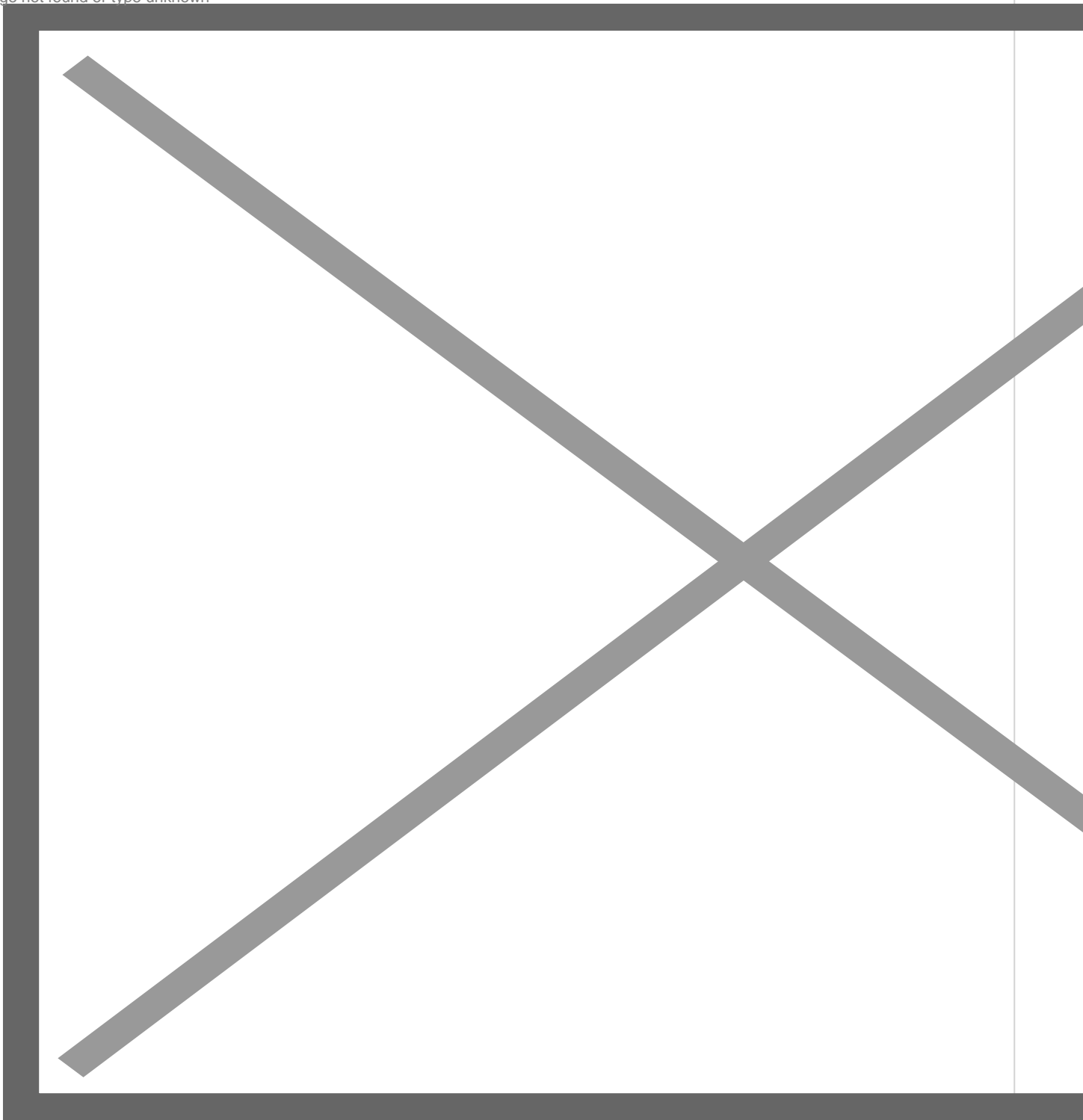


Photo: AP

La Havane, 2 nov. (RHC)- Après deux jours de silence, le président brésilien, Jair Bolsonaro, a « autorisé la transition » mardi après l'élection de Lula.

Il s'est engagé à «respecter la Constitution», sans toutefois reconnaître explicitement sa défaite. «Tant que je serai président de la République, je continuerai à respecter la Constitution», a déclaré le chef de l'Etat sur un ton déterminé.

Il s'est exprimé lors d'une allocution de quelques minutes au palais présidentiel de l'Alvorada, à Brasilia, lors de laquelle il n'a pas félicité Lula pour sa victoire.

Jair Bolsonaro a par ailleurs condamné à demi-mot les barrages routiers érigés par ses partisans protestant contre la victoire depuis dimanche. «Les manifestations pacifiques seront toujours bienvenues, mais nous ne pouvons pas utiliser les méthodes de la gauche, (...) qui empêchent la liberté de circulation», a-t-il ajouté. Il a toutefois affirmé que ces manifestations étaient «le fruit de l'indignation et d'un sentiment d'injustice» au sujet du processus électoral.

La police routière brésilienne (PRF) a indiqué mardi avoir dispersé 246 manifestations de camionneurs qui bloquaient des routes dans certains États.

L'assemblée plénière du Tribunal suprême fédéral (STF) a entériné la décision du ministre Alexandre de Moraes, qui a ordonné au gouvernement fédéral d'adopter immédiatement "toutes les mesures nécessaires et suffisantes" pour libérer les routes occupées par les sympathisants de Bolsonaro.

Alexandre De Moraes, président du Tribunal supérieur électoral (TSE) du Brésil, a déclaré que les routes et voies publiques "illégalement interrompues" devaient être débloquées "immédiatement".

Il a également estimé que la police routière avait agi par "omission et inertie" en n'empêchant pas les partisans de Bolsonaro de bloquer les routes, et a donc ordonné leur dégagement immédiat.

Si la police routière fédérale ne se conforme pas à l'ordonnance, son directeur, Silvinei Vasques, devra payer 100 000 reais (19 000 dollars) par heure, à partir de mardi, outre la possibilité qu'il soit démis de ses fonctions ou envoyé en prison.

La Confédération nationale des travailleurs du transport et de la logistique (CNTTL) a condamné les protestations des camionneurs qui ont bloqué les routes à travers le pays et accusé les hommes d'affaires du secteur agricole d'être derrière les manifestations.

Sources: AFP et TeleSur

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/noticias/internacionales/303730-bolsonaro-autorise-la-transition-a-lula>



Radio Habana Cuba